5637

Déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Cannes, le

16 DEC. 2008

BFSA

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 1.000.000 Euros

Siège social : Avenue de La Roubine
06150 CANNES LA BOCCA

R.C.S. Cannes B 695 720 821 / 57 B 82

PROCES-VERBAL DES DECISIONS

DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 10 DECEMBRE 2008

L'an deux mille huit et le dix décembre, à neuf heures, la société FINANCIERE BFSA, Société par Actions Simplifiée dont le siège social est à CANNES LA BOCCA (06150), Avenue de La Roubine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CANNES sous le numéro 504 836 636, en sa qualité d'associée unique de la société BFSA, Société par Actions Simplifiée dont le siège est à CANNES LA BOCCA (06150), Avenue de La Roubine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CANNES sous le numéro 695 720 821, a tenu séance au siège social pour prendre des décisions sur l'ordre du jour exposé ci-après, sur convocation du Président.

Les commissaires aux comptes titulaires de la société, régulièrement informés, sont absents et excusés.

Les représentants du comité d'entreprise, dûment informés, assistent à la séance.

M. Jean-Marc CORPORANDY préside la réunion en sa qualité de Président de la société.

Le Président de la société met à la disposition de l'associé unique les documents suivants :

- une copie de la lettre d'information envoyée aux commissaires aux comptes ;
- un exemplaire des comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2008 ;
- les rapports des commissaires aux comptes ;
- le rapport de gestion du Président ;
- la liste des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ;
- le projet des décisions qui seront prises.

Il rappelle l'ordre du jour de cette réunion :

Ordre du jour

En la forme ordinaire :

- Rapport de gestion du Président, rapport des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 août 2008, sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce.
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2008.
- Approbation des conventions visées à l'article L. 225-86 et suivants du Code de commerce.

En la forme extraordinaire :

- Introduction de dispositions statutaires permettant la nomination d'un directeur général.
- Désignation et nomination d'un Directeur Général.
- Modification de la durée de l'exercice social.
- Mise à jour corrélative des statuts.
- Pouvoirs pour les formalités.
- Questions diverses.

M. le Président remet à chacun des présents un exemplaire des comptes de l'exercice clos le 31 août 2008 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Les comptes arrêtés au 31 août 2008 font apparaître un bénéfice net comptable de 5.795.371,45 Euros.

M. le Président propose que ce bénéfice net comptable de 5.795.371,45 Euros soit affecté au compte « Report à Nouveau » et qu'une somme de 4.512.000 Euros soit prélevée sur ce compte pour être distribuée à l'actionnaire unique à raison de 128 Euros par action.

Il rappelle que l'année 2008 a été marquée par la cession du contrôle de l'entreprise, le 6 août 2008, à une société holding, la S.A.S. FINANCIERE BFSA, majoritairement détenue par le fonds WCP#1.

L'intégralité des 35.250 actions composant le capital social a été transférée sous forme de cessions et d'apports en nature.

Une société par actions simplifiée a été créée pour la circonstance, la S.A.S. FINANCIERE BFSA.

Par ailleurs, un bilan consolidé sera établi par la S.A.S. FINANCIERE BFSA, maison mère de notre société.

La société ETABLISSEMENTS SILVY a réalisé au 31 août 2008 un chiffre d'affaires H.T. de 2.290.920 Euros en progression de 34 % par rapport au 31 août 2007.

Cette performance a permis de dégager un résultat courant avant impôt de 289.461 Euros après intéressement du personnel pour 35.776 Euros.

La société ETABLISSEMENTS SILVY a réalisé au 31 août 2008 un chiffre d'affaires H.T. de 2.290.920 Euros en progression de 34 % par rapport au 31 août 2007.

Cette performance a permis de dégager un résultat courant avant impôt de 289.461 Euros après intéressement du personnel pour 35.776 Euros.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2008, l'activité de notre établissement DECOR MEUBLE a été intégralement transférée à la société ETABLISSEMENTS SILVY.

M. le Président indique également que les comptes et résultats de la société ETABLISSEMENTS SILVY, acquise le 10 octobre 2006, seront intégrés dans le bilan consolidé au 31 août 2008.

Puis, il donne lecture de son rapport à l'actionnaire.

« Nous sommes réunis ce jour conformément à la loi et à nos statuts pour vous exposer d'une part, l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 août 2008, les résultats de cette activité, son évolution prévisible et ses perspectives d'avenir et pour soumettre d'autre part, à votre approbation, les comptes de cet exercice et l'affectation des résultats qui ressortent de ces comptes ainsi que des comptes consolidés.

Nous vous rappelons que l'exercice clos le 31 août 2008 a débuté le 1er janvier 2008 et porte donc sur une période de huit mois. Il n'y a aucune modification dans les méthodes d'évaluation.

Les événements importants de l'année 2008 sont les suivants :

- Cession et apports par les anciens actionnaires à un fonds d'investissement de la totalité des 35.250 actions composant le capital.

- Un exercice fiscal exceptionnel de huit mois afin d'harmoniser les règles du groupe.

- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée.

Le montant total des investissements s'est élevé à près de 1.000.000 d'Euros.

Par ailleurs, le projet d'entreprise baptisé « Projet 2008 » s'est poursuivi par la mise en œuvre d'un ensemble d'ateliers ayant abouti à des modifications de méthodes dans tous les domaines de l'entreprise.

Notre chiffre d'affaires hors taxes s'élève au 31 août 2008 à 122.507.595 Euros contre 116.896.973 Euros au 31 août 2007, soit une progression de + 5 %.

L'exercice fait apparaître un résultat net de 5.795.371,45 Euros après avoir constaté :
* une dotation aux amortissements sur immobilisations de ..... 711.917 Euros
* une provision sur actif circulant (solde dotation - reprise) de ..... - 466.410 Euros
* une provision pour hausse de prix (solde - reprise) de ..... 823.045 Euros
* une participation des salariés de ..... 804.539 Euros
* un intéressement aux résultats de ..... 1.391.200 Euros
* un impôt sociétés de ..... 2.780.393 Euros

L'effectif moyen est passé de 539 à 549 au 31 août 2008 en équivalent temps plein.

Aucune dépense n'a été engagée dans le cadre de la recherche et du développement.

L'exercice clos le 31 août 2008 se solde par un bénéfice net comptable de 5.795.371,45 Euros que nous vous proposons d'affecter au compte « Report à Nouveau ». Nous vous proposerons ensuite de prélever sur ce compte une somme de 4.512.000 Euros pour être distribuée à l'actionnaire unique à raison de 128 Euros par action.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices :

ANNEE	DIVIDENDES	ABATTEMENT
2005	36,00 € par action	Abattement de 40 %
2006	41,00 € par action	Abattement de 40 %
2007	6,00 € par action	Abattement de 40 %
2007 (Décisions du 06.08.2008)	775,88 € par action Soit un montant global de : 27.350.000 €	Régime mère-fille

Au présent tableau est joint le tableau visé à l'article R. 225-102 du Code de commerce faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Le montant total des dépenses engagées dans le cadre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts, correspondant à des amortissements excédentaires, s'élève à 40.425 Euros, représentant un Impôt Société de 13.475 Euros et concernant l'amortissement excédentaire des véhicules de société.

Le Président ainsi que les Directeurs ont exécuté leurs mandats conformément aux statuts et à la loi.

Chaque direction fonctionnelle et opérationnelle a exercé ses fonctions dans les limites des délégations consenties par le Président.

Nous vous rappelons que l'information sur le montant des honoraires versés à chacun des commissaires aux comptes a été mise à la disposition de l'actionnaire au siège social, conformément aux stipulations de l'article 830-3 du Code de commerce.

La loi (article 225-102 du Code de commerce) impose de vous rendre compte de l'état de la participation des salariés au capital social à la clôture de l'exercice écoulé. Au 31 août 2008, aucune action sur les 35.250 actions composant le capital social n'était détenue par des personnes salariées de la société dans le cadre d'une gestion collective (P.E.E. ou F.C.P.E.) ou frappée d'incessibilité.

Une nouvelle fois, nous vous remercions de la confiance que vous avez bien voulu nous témoigner et nous espérons que vous voudrez bien donner quitus de leur gestion au Président pour l'exécution de son mandat en cours de l'exercice écoulé et aux membres du Directoire pour la période allant du 1er janvier 2008 au 6 août 2008.

D'autre part, nous vous proposerons d'introduire dans les statuts un article 11 Bis intitulé « Directeurs Généraux » afin de permettre la nomination d'un Directeur Général chargé d'assister le Président dans ses fonctions et de fixer ses pouvoirs.

Nous vous proposerons ainsi de nommer M. Jean-Luc PIEPLUS en qualité de Directeur Général. M. PIEPLUS disposera des mêmes pouvoirs que le Président.

Enfin, nous vous proposerons, en la forme extraordinaire, de ramener la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre de chaque année, étant précisé que l'exercice en cours ayant débuté le 1er septembre 2008 sera clôturé exceptionnellement le 31 décembre 2008 et portera donc sur quatre mois d'activité.

Nous sommes maintenant à votre disposition pour répondre aux questions que vous voudrez bien nous poser. »

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président, l'actionnaire unique prend les décisions suivantes :

En la forme ordinaire :

PREMIERE DECISION

L'actionnaire unique, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président sur la marche de la société pendant l'exercice clos le 31 août 2008, des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de l'exercice clos le 31 août 2008, approuve lesdits comptes et le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts ainsi que le montant de l'impôt susceptible d'en résulter mentionné dans le rapport du Président et, en conséquence, donne quitus de l'exécution de son mandat au Président au cours dudit exercice et donne quitus aux anciens membres du Directoire pour l'exercice de leurs mandats au cours de la période allant du 1er janvier 2008 au 6 août 2008.

DEUXIEME DECISION

L'actionnaire unique, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, approuve lesdites conventions dont il a été informé.

TROISIEME DECISION

L'actionnaire unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 août 2008, soit la somme de 5.795.371,45 Euros au compte « Report à Nouveau ». Il décide en outre de prélever sur ce compte une somme de 4.512.000 Euros pour être distribuée à titre de dividendes à l'actionnaire unique à hauteur de 128 Euros par action.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il a été distribué à titre de dividendes au titre des trois derniers exercices :

ANNEE	DIVIDENDES	ABATTEMENT
2005	36,00 € par action	Abattement de 40 %
2006	41,00 € par action	Abattement de 40 %
2007	6,00 € par action	Abattement de 40 %
2007 (Décisions du 06.08.2008)	775,88 € par action Soit un montant global de : 27.350.000 €	Régime mère-fille

En la forme extraordinaire :

QUATRIEME DECISION

L'actionnaire unique décide de créer un article 11 Bis intitulé « DIRECTEURS GENERAUX » qui sera ainsi rédigé :

ARTICLE 11 Bis - DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président. La durée du mandat du Directeur Général est fixée par la décision de nomination.

CINQUIEME DECISION

L'actionnaire unique décide de nommer M. Jean-Luc PIEPLUS, demeurant 234 Chemin du Tanneron, Domaine Dealbata 06580 PEGOMAS, en qualité de Directeur Général pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'approbation des comptes de l'exercice 2010, en application des dispositions de l'article 11 Bis des statuts.

Il rappelle que les pouvoirs de M. Jean-Luc PIEPLUS, en sa qualité de Directeur Général, seront les mêmes que ceux du Président.

SIXIEME DECISION

L'actionnaire unique décide que l'exercice social de la société débutera le 1er janvier et sera clôturé le 31 décembre de chaque année. Ainsi, l'exercice social en cours qui a débuté le 1er septembre 2008 sera clos par anticipation le 31 décembre 2008.

En conséquence, l'actionnaire unique décide de modifier l'article 16 des statuts comme suit :

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre. »

SEPTIEME DECISION

L'actionnaire unique donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire ou d'une copie des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités de publicité afférentes aux décisions prises ci-dessus.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé après lecture, par le Président.

BFSA
Société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 € (un million d'euros)
Siège social : Avenue de la Roubine
06150 Cannes La Bocca
695 720 821 RCS Cannes

STATUTS

Mis à jour par délibération en date du 10 décembre 2008

Par Jean-Marc Corporandy
Président

ARTICLE 1 - FORME

La société (la "**Société**") est une société par actions simplifiée (SAS) régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts (les "**Statuts**"). Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Elle a été immatriculée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 16 novembre 1927 et transformée en société anonyme par l'assemblée générale de la Société du 30 décembre 1968, statuant en la forme extraordinaire, puis en société par actions simplifiée par l'assemblée générale de la Société en date du 6 août 2008, statuant à l'unanimité.

La Société fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : **BFSA**

Ladite dénomination a été substituée à celle de "Balitrand Faubert S.A." par l'assemblée générale de la Société du 31 mars 1998, statuant en la forme extraordinaire.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

(a) la participation à toutes entreprises, groupements ou sociétés créés ou à créer dans des activités de fabrication, négoce ou services ;

(b) la propriété de tous immeubles en vue de leur location ;

(c) la vente de tous matériaux de construction, produits sidérurgiques, métaux, quincaillerie, matériels et fournitures électriques, appareils et fournitures de plomberie, chauffage et sanitaires, outillage et machines-outils, articles ménagers, menuiseries préfabriquées en bois et en métal ;

(d) l'achat à des commerçants ou à des fabricants de marchandises neuves dépareillées, défraichies, démodées ou de deuxième choix en vue de la revente dans les établissements exploités par la Société ;

(e) la vente aux particuliers en salle d'exposition ;

(f) la participation de la société à toutes entreprises, groupements ou sociétés, créés ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes ;

(g) l'entretien et la réparation de matériels électroportatifs ;

(h) la location de matériel utilisé pour les travaux publics et le bâtiment ;

(i) le service après-vente et les prestations de services de toutes natures ;

(j) l'achat et la vente de pièces détachées ;

(k) et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, par vente ou prestations de services ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **Avenue de la Roubine, 06150 Cannes La Bocca**

Il peut être transféré en tout autre lieu en France par décision du Président, le Président étant habilité dans ce cas à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société, initialement fixée à cinquante (50) années à compter du 1er novembre 1927 a été prorogée pour une période de trente (30) ans à compter du 1er novembre 1977 par décision des associés du 30 décembre 1968, puis à nouveau prorogée pour une période de cinquante (50) années à compter du 1er novembre 2007 par l'assemblée des actionnaires du 15 mars 2001. Elle expirera donc le 31 octobre 2057, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 1.000.000 € (un million d'euros), divisé en 35.250 (trente-cinq mille deux cent cinquante) actions, intégralement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi par une décision collective des associés prises dans les conditions de l'Article 13 .

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur les comptes d'associés et sur un registre coté et paraphé, dénommé "registre des mouvements de titres", tenus chronologiquement à cet effet par la Société.

Il peut être émis tout type de valeurs mobilières dans les conditions légales.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Le transfert de propriété des actions résulte de l'inscription des actions au compte du cessionnaire. L'inscription au compte du cessionnaire est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société émettrice. La transmission des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant. Ce mouvement est inscrit chronologiquement sur le registre des mouvements de titres. La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux expressément prévus par la loi et par les Statuts.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions des associés.

ARTICLE 11 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

11.1.1 Nomination

La Société est dirigée, représentée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Le Président est nommé par la collectivité des associés qui fixe la durée de son mandat.

Le Président, personne morale, est représenté par son représentant légal ou toute autre personne physique spécialement habilitée à le représenter. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir rapidement à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

11.1.2 Rémunération

Le Président peut recevoir, pour l'exercice de ses fonctions, une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par la collectivité des associés.

11.1.3 Fin de ses fonctions

Les fonctions du Président prennent fin au terme de son mandat, par sa démission, son interdiction de gérer, son incapacité ou sa révocation, son décès s'il est une personne physique, ou sa dissolution s'il est une personne morale.

Le Président devra notifier sa démission, ou le changement de son représentant, le cas échéant, à chaque associé et devra respecter un préavis de deux (2) mois, lequel pourra être réduit par la collectivité des associés.

Le Président est révocable, à tout moment et sans préavis, par la collectivité des associés, sans que cette révocation n'ait à être motivée (*ad nutum*).

L'expiration des fonctions du Président pour quelque motif que ce soit, ne donnera pas droit à une quelconque indemnité.

11.1.4 Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de son objet social. A l'égard de la Société et des associés, les pouvoirs du Président peuvent être soumis à d'autres limitations de pouvoirs, statutaires ou non, ces limitations n'étant pas opposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des Statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdéléguer, certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Les associés peuvent être consultés par le Président sur tout sujet. Dans les domaines qui requièrent une décision collective des associés conformément aux Articles 13.1 et 13.2 des Statuts, le Président doit obligatoirement consulter préalablement la collectivité des associés.

ARTICLE 11 Bis - DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président. La durée du mandat du Directeur Général est fixée par la décision de nomination.

ARTICLE 12 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance du ou des Commissaire(s) aux comptes.

Le ou les Commissaire(s) aux comptes établit (établissent) un rapport sur les conventions réglementées mentionnées au paragraphe précédent et conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il n'est pas établi de rapport par le (les) Commissaire(s) aux comptes. Seules les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président, ou l'un des dirigeants sont notifiées à l'associé unique dans le but de recevoir son approbation. Cette approbation résulte suffisamment de la mention, au registre des décisions visées à l'Article 13.5, des conventions concernées.

En application des dispositions de l'article L.227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au(x)

Commissaire(s) aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

13.1 DOMAINE RESERVE AUX DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions suivantes doivent être prises par la collectivité des associés :

(a) augmentation, réduction, ou amortissement du capital social,

(b) émission de toutes autres valeurs mobilières,

(c) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, continuation de la Société malgré la perte de plus de la moitié de son capital social,

(d) nomination ou révocation des Commissaires aux comptes,

(e) approbation des comptes annuels et affectation des résultats,

(f) approbation des conventions réglementées,

(g) nomination, renouvellement et révocation du Président et fixation de la durée de ses fonctions et du montant, le cas échéant, de sa rémunération,

(h) modification des Statuts, sauf disposition contraire des Statuts,

(i) transformation de la Société en société d'une autre forme,

(j) dissolution de la Société,

(k) nomination d'un liquidateur et liquidation.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sous réserve de ce qui est prévu par la loi ou dans les Statuts.

Lorsque toutes les actions de la Société se trouvent réunies dans les mains d'un seul associé, celui-ci, exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les Statuts à la collectivité des associés.

13.2 QUORUM – MAJORITE

Les décisions collectives ne peuvent être adoptées que si les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen, possèdent au moins un quart des droits de vote.

Sauf disposition contraire des Statuts, les décisions collectives des associés doivent être adoptées par plus de la moitié des droits de vote détenus par les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen.

Par exception, conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce, les décisions d'adoption ou de modification des clauses statutaires relatives à :

(a) l'inaliénabilité temporaire des actions,

(b) l'agrément des cessions d'actions,

(c) l'exclusion d'un associé et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,

(d) l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,

devront être prises à l'unanimité des associés.

Par ailleurs, devra également être prise à l'unanimité, toute décision conduisant à une augmentation des engagements des associés, telle que notamment la décision de transformation de la Société en société en nom collectif.

13.3 MODALITES DE CONSULTATION DES ASSOCIES

13.3.1 Auteur de la consultation

Les décisions collectives des associés sont prises aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative du Président ou de tout associé. Le ou les Commissaire(s) aux comptes titulaire(s) pourra (ont) également consulter la collectivité des associés mais seulement après avoir vainement demandé au Président d'organiser une consultation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le cas où les associés sont appelés à prendre une décision à l'initiative d'un associé ou du ou d'un Commissaire aux comptes, le Président est tenu de faire tout le nécessaire, dans les meilleurs délais, pour préparer les rapports et demander, le cas échéant, la désignation des Commissaires spéciaux requis par la loi en vue de la prise de cette décision.

Au choix de l'initiateur de la consultation, les décisions des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence téléphonique, par consultation écrite ou par un acte sous seing privé signé par tous les associés.

En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout lieu, en France ou à l'étranger, tel que précisé par l'initiateur de la consultation.

13.3.2 Consultation en assemblée

Les associés, le ou les Commissaire(s) aux comptes titulaire(s) et le Président, s'il n'est pas l'auteur de la convocation, sont convoqués en assemblée par tous moyens écrits (courrier, lettre remise en mains propres, fax ou courrier électronique) cinq (5) jours calendaires au moins avant la date de la réunion.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sans délai, sur simple convocation verbale. Dans ce cas, le ou les Commissaire(s) aux comptes doit (doivent) être préalablement informé(s) de ladite consultation des associés afin de pouvoir y participer s'il(s) le souhaite(nt).

La convocation communique aux intéressés le jour, l'heure, le lieu ou les modalités d'accès en cas d'assemblée réunie par conférence téléphonique ou vidéoconférence, et l'ordre du jour de l'assemblée.

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

13.3.3 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, l'auteur de la consultation communique par tous moyens écrits (courrier, lettre remise en mains propres, fax ou courrier électronique) à tous les associés et au(x)

Commissaire(s) aux comptes titulaire(s), avec copie au Président s'il n'est pas l'auteur, l'ordre du jour de la consultation et le texte des résolutions proposées.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la communication de l'ordre du jour pour émettre leur vote et l'adresser par tous moyens écrits avec accusé de réception au Président.

Le Président fixe la date de la consultation à la date à laquelle il a reçu l'ensemble des votes correspondants permettant d'établir que la majorité requise a été atteinte ou, à défaut de réception de l'ensemble des votes requis dans ce délai, à la date d'expiration de ce délai.

13.3.4 Consultation par acte sous seing privé

L'auteur de la consultation peut également consulter les associés par acte sous seing privé. Dans ce cas, la décision de la collectivité des associés émanera de la signature par tous les associés d'un procès-verbal, aucune autre formalité ne sera requise.

13.4 VOTE

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions de préférence, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associée ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

Les associés délibèrent sur l'ordre du jour fixé par l'auteur de la convocation. Ils peuvent proposer des amendements aux résolutions soumises à leur approbation et, à tout moment, proposer la révocation du Président, et ce quel que soit le mode de consultation retenu.

Tous moyens de communication écrits peuvent être utilisés (courrier, lettre remise en mains propres, fax ou courrier électronique) pour l'expression du vote, sauf pour les décisions prises par acte sous seing privé pour lesquelles tous les associés doivent signer l'acte.

Le ou les Commissaire(s) aux comptes peut (peuvent) communiquer aux associés ses (leurs) observations sur les questions figurant à l'ordre du jour ou sur toute question de sa (leur) compétence, cette communication s'effectuant par tous moyens écrits en cas d'une consultation écrite ou d'une décision prise par acte sous seing privé.

Le vote transmis par chacun des associés est définitif. Tout associé qui s'abstient d'émettre un vote sur une résolution ou ne transmet pas son vote dans le délai indiqué ci-dessus en cas de consultation écrite est réputé avoir émis un vote négatif sur la résolution proposée.

13.5 CONSTATATION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives d'associés sont constatées par un procès-verbal établi et signé par le Président, sauf toutefois si le Président ne préside pas la séance ou n'est pas l'auteur de la consultation auxquels cas le procès-verbal sera établi et signé soit par le Président de séance, soit par l'auteur de la consultation.

En cas de consultation organisée autrement qu'en assemblée, le Président doit informer chacun des associés du résultat de cette consultation, par fax ou correspondance, au plus tard dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

Ces procès-verbaux doivent comporter les mentions suivantes :

(a) le mode de consultation,

(b) le nombre total d'actions des associés ayant participé au vote ou à la réunion ou ayant été représentés,

(c) la liste des documents et rapports mis à la disposition des associés,

(d) le texte des résolutions proposées au vote des associés,

(e) le résultat des votes,

(f) la date et le lieu de l'assemblée,

(g) le nom et la qualité du Président de l'assemblée,

(h) la présence ou l'absence du ou des Commissaire(s) aux comptes.

Aux procès-verbaux doivent être annexés les pouvoirs des associés dans le cas où ils ne sont pas représentés par leur représentant légal.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial tenu au siège social. Le texte des résolutions présentées aux votes des associés, les documents et rapports présentés aux associés préalablement à leur vote, les pouvoirs ou procurations délivrés par les associés ainsi, le cas échéant, que les votes exprimés par écrit ou qu'une copie sur support papier des votes exprimés électroniquement sont conservés avec ledit registre.

ARTICLE 14 - INFORMATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir, à sa demande, le texte des résolutions soumises à son approbation, ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte des dites résolutions.

Pour toutes les décisions collectives des associés où les dispositions légales imposent que le Président, le(s) Commissaire(s) aux comptes ou un autre Commissaire nommé spécialement à cet effet établissent un ou plusieurs rapports, le Président devra mettre à la disposition des associés au siège social de la Société, au plus tard le jour de l'envoi de la convocation en cas de consultation en assemblée ou de la communication de l'ordre du jour en cas de consultation écrite, les projets de résolutions et le ou les rapports correspondants.

En outre, les associés peuvent à tout moment durant les heures d'ouverture, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société:

(a) des comptes annuels de la Société des trois (3) derniers exercices, et

(b) des rapports du Président et du ou des Commissaire(s) aux comptes des trois (3) derniers exercices.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, nommés par la collectivité des associés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

ARTICLE 17 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Le Président dresse également le bilan, le compte de résultat ainsi que leurs annexes en conformité avec la loi applicable.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

Les associés doivent statuer collectivement au moins une fois par an, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social, sur l'approbation des comptes de cet exercice.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES - DIVIDENDES

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés décide d'inscrire celui-ci en tout ou partie à un ou plusieurs postes de réserves, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

La collectivité des associés peut également décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

ARTICLE 19 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiée, de réduire le capital d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 20 - COMITE D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L.2323-66 du Code du travail, il est précisé que les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits définis aux articles L.2323-62 à L.2323-67 auprès du Président.

Conformément aux dispositions de l'article R.2323-15 du Code du travail, il est précisé que la faculté pour le Comité d'entreprise de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des décisions collectives des associés s'exercera conformément aux modalités suivantes :

(a) un représentant du Comité d'entreprise mandaté à cet effet adressera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres contre décharge, au siège social de la Société, 3 jours au moins avant la date de la prochaine décision collective des associés, une demande d'inscription à l'ordre du jour du ou des projet(s) de résolution(s) proposé(s) par le Comité d'entreprise. Cette demande devra être accompagnée du texte de la ou des résolutions dont l'inscription à l'ordre du jour est requise ainsi que d'un bref exposé des motifs ;

(b) si ladite demande remplit les conditions susvisées, le ou les projet(s) de résolutions seront inscrits à l'ordre du jour avec la mention "résolution proposée par le Comité d'entreprise" par le Président, et soumis aux associés lors de la décision collective qu'elle que soit la forme de la consultation ; et

(c) si une demande parvient au Président moins de 3 jours avant une décision collective des associés, le projet de résolution sera inscrit à l'ordre du jour de la prochaine consultation des associés.

ARTICLE 21 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en société de toute autre forme conformément aux dispositions légales applicables.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration de la durée fixée par les Statuts ou de façon anticipée par décision collective des associés. La Société est en liquidation dès lors que sa dissolution est prononcée. La collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

La dissolution met fin aux fonctions du Président. Le ou les Commissaire(s) aux comptes conserve(nt) son (leurs) mandat(s) sauf décision contraire des associés. Pendant la procédure de liquidation, la collectivité des associés conserve ses pouvoirs tels qu'elle les exerçait durant la vie de la Société et est compétente pour décider la révocation du liquidateur. La collectivité des associés doit être consultée pour approuver les comptes de clôture de la liquidation, donner le quitus au liquidateur pour sa gestion et décider la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 23 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés ou les dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des Statuts seront soumises à la juridiction du Tribunal de Commerce compétent.